

Service Public d'Assainissement Non Collectif (SPANC)

Roi Morvan Communauté

13, rue Jacques Rodallec - BP 36 - 56110 GOURIN

Tél : 02 97 23 36 95 / 02 97 23 39 59

spanc@rmcom.bzh

Fiche de renseignements - 2024

Diagnostic Assainissement Non Collectif - Transaction Immobilière Demande à compléter et à transmettre au SPANC

DEMANDEUR/ MANDATAIRE : PROPRIETAIRE - NOTAIRE - AGENCE IMMOBILIERE
NOM - Prénom (ou raison sociale) :
Adresse:
Code postal : _ _ _ Commune :
Téléphone :// Fax :// Tél. portable ://
Adresse mail:
PROPRIETAIRE : (vendeur) ou gérant de l'indivision (dans le cas d'une indivision) :
NOM – Prénom (ou raison sociale) :
Adresse:
Code postal : _ _ _ Commune :
Téléphone :// Tél. portable ://
Adresse mail:
ACQUEREUR éventuel :
NOM – Prénom (ou raison sociale) :
Adresse:
Code postal : _ _ _ Commune :
Téléphone :// Tél. portable ://
Adresse mail:
VENTE
Adresse:
Commune:
Parcelle(s) cadastrale(s): section: numéro:
Nombre de pièces (nombres de chambres + 2) =
Date prévue de signature : compromis :/ acte de vente :/

VISITE		
Un technicien se déplacera sur site. Lui fournir tout document jugé utile (plan et factures de l'installation, photos, avis de conformité, bon de vidange, état des lieux de l'installation,).		
Délai d'intervention : 10 jours ouvrés à partir de la date de réception de la demande.		
	Le propriétaire (ou le demandeur) sera présent lors de la visite :	
	□ oui	
	☐ non Si non, le propriétaire (ou le demandeur) se fait représenter par :	
	Nom et adresse de la personne mandatée :	
	Téléphone de la personne mandatée (pour convenir du RDV) :///	
	Rapport de visite	
Coordonnée	s de la personne destinataire du rapport (nom, prénom, adresse) :	
•••••		
•••••		
Coordonnée adresse) :	s de la personne destinataire de la facturation de la redevance (nom, prénom,	
	Fait à, le 2024	
	Tous les renseignements sont certifiés exacts	
	Signature du demandeur / mandataire	
Vu par le Service Public d'Assainissement Non Collectif le :		
Dossier N°:		
Date du contr	ble :	
Montant de la	redevance fixé par délibération : 230 € TTC	

La loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, s'applique aux informations contenues dans ce formulaire. Vous pouvez demander à tout moment l'accès à ces informations ou à ce qu'elles soient rectifiées.

La facture sera adressée par le trésor public.